jmkadima.avocat@gmail.com



<https://netafrique.net/centrafrique-tentatives-et-velleites-arbitraires-darrestation-dun-journaliste-par-le-directeur-de-locrb-au-siege-du-journal-le-democrate/>

Centrafrique: Tentatives et velléités arbitraires d’arrestation d’un journaliste par le directeur de l’OCRB au siège du journal Le Démocrate

**Centrafrique: Tentatives et velléités arbitraires d’arrestation d’un journaliste par le directeur de l’OCRB au siège du journal Le Démocrate**

Le: octobre 06, 2018[Pas de commentaire](https://netafrique.net/centrafrique-tentatives-et-velleites-arbitraires-darrestation-dun-journaliste-par-le-directeur-de-locrb-au-siege-du-journal-le-democrate/#respond)

ImprimerEmail

*Les faits se sont déroulés le lundi 1er  octobre 2018 aux environs de 9 heures du matin. Ce jour là, le directeur de l’Office central de la répression du banditisme, en abrégé OCRB, le colonel de police Bienvenu Zoukoué, flanqué de ses gardes du corps, débarque au siège du journal Le Démocrate en plein centre-ville. Il demande à voir le directeur de publication (DP), M. Ferdinand Samba. Celui–ci n’étant pas encore arrivé, il repart comme il était venu. Plus tard, une fois au bureau, le DP informera la rédaction qu’il l’a appelé, voulait avoir un entretien avec lui et repassera vers 14 heures. A l’heure convenue, il ne se présente pas et le DP part à la récréation. Mais, les minutes qui suivront seront riches en informations. Suivez.*

D’abord, un chef de service de l’OCRB envoyé par son patron va rentrer en action pour demander au DAF du journal *Le Démocrate* s’il connait un certain **Edouard Yamalet** qui écrit chez eux. Un détail très important pour la compréhension des raisons de la cabale lancée actuellement contre **Jean–Paul Naïba**. Sur ce, le DAF rétorque: *«Pourquoi»?* *« Pour un article à publier par sa copine qui aurait des ennuis dans sa famille »,* répondra l’hôte spécial de l’organe de presse.

A ces mots, le cœur du DAF commence à battre chamade mais froidement et très calmement, l’argentier du journal lui dit que c’est un collaborateur qui ne travaille pas à plein temps à la rédaction.

Deuxième détail tout aussi important et croustillant que le précédent: le policier sollicite l’expertise de Jean–Paul Naïba pour un article concernant sa propre copine qui aurait des ennuis dans sa famille. Mais, question de tout bon journaliste censé: pourquoi alors devrait-il seulement s’adresser à Jean-Paul Naïba et non pas à la rédaction directement ou tout simplement?

Ensuite, quelques minutes plus tard, le DAF après avoir reçu un coup de fil, appelle son collaborateur et l’informe qu’un certain **Pablo**, habitant le quartier Sica 2, lui a demandé son numéro. Dans la foulée, ce Pablo qui répond au numéro 75 01 25 44 l’appelle et lui dit qu’une femme qui détient un ordre de paiement souhaite vivement le voir pour lui expliquer comment faire pour se faire payer. En bon combattant de la liberté et flairant ce qui se tramait contre lui, Jean–Paul Naïba le rappelle et lui demande de lui transmettre le numéro de la femme et il en avisera le moment venu. A partir d’un portable dont le numéro téléphonique s’affiche chez lui 72 38 27 05, il lui transmet le numéro 75 75 11 35: **Valentina**. No comment.

Troisième détail à retenir: n’ayant pas réussi à lui tendre un piège dans le cadre de sa profession de journaliste, ces hommes de tenue ont voulu l’entraîner vers ses premières amours que sont les finances, le budget, le contrôle financier, et le trésor dont il maîtrise l’expertise.

Depuis lors, régulièrement informé de ces agitations de la police, Jean-Paul Naïba vit en clandestinité, en attendant que la direction du quotidien *Le Démocrate* après une rencontre avec le directeur de l’OCRB depuis programmée mais jamais tenue, puisse le rassurer des raisons de cette traque lancée à ses trousses.

Les faits tels que vécus ayant été fidèlement rapportés, que peut-on en retenir pour qu’ils ne puissent plus se reproduire?

Loin de prendre fait et cause pour ce journaliste, il est tout simplement impératif de souligner que la liberté d’expression et le droit d’opinion sur lesquels reposent les droits et devoirs du journaliste sont formellement définis et consacrés par plusieurs instruments juridiques internationaux et nationaux dont la Déclaration universelle des droits de l’homme du 10 décembre 1948 et les Pactes internationaux y relatifs, la constitution centrafricaine du 30 mars 2016 sur laquelle le président **Touadéra**a solennellement prêté serment, l’Ordonnance n°05.002 du 22 février 2005 relative à la liberté de la communication en République centrafricaine, pour ne citer que ceux-là.

Mais bien avant les dispositions de cette loi, les fonctions du journaliste ont été développées de manière plus ou moins exhaustive par l’Ordonnance du 22 février 2005 relative à la liberté de la communication en République centrafricaine. Les dispositions de cette ordonnance ont prévu et mis en place le Haut conseil de la communication (HCC) dont la mission consiste à réguler la communication et à connaitre des contentieux liés à l’exercice de la profession de journaliste. Les journalistes et professionnels des médias en Centrafrique ont eux-mêmes mis en place leur propre tribunal dénommé Observatoire des médias en Centrafrique, en abrégé OMCA. C’est à ce niveau du débat que le cas du journaliste Jean–Paul Naïba devient intéressant et doit retenir l’attention de tous les démocrates, les combattants de la liberté et les professionnels des médias.

Répondre à cette interrogation, c’est  se poser la question de savoir si le journaliste qu’il est a commis dans l’exercice de ses fonctions un délit de presse ou un délit de droit. S’agissant d’un délit de presse, outre les organes (public et privé) précités, toute personne physique ou morale ou toute autorité publique qui reconnait s’être lésée à quelque niveau que ce soit par la publication d’un article, a le droit de réagir par un droit de réponse aux fins de rétablir la vérité et si elle n’est pas satisfaite, elle peut saisir l’OMCA ou le HCC, sinon enclencher une procédure judiciaire contre l’organe de presse qui a rendu public l’article querellé.

Face à ce harcèlement policier digne des régimes staliniens contre Jean-Paul Naïba, la première question à se poser est celle de savoir si le journaliste Jean-Paul Naiba est poursuivi pour un délit présumé de presse. Si tel en est le cas, pourquoi celui qui a subi un préjudice à lui commis par la diffusion d’un article qui en l’espèce devait être écrit par Jean–Paul Naïba n’a-t-il pas observé la procédure en la matière et développée un peu plus haut? Et quand cet article a-t-il été publié?

Connaissant le professionnalisme de Jean–Paul Naïba, il ne peut pas s’en prendre à des faits touchant à la personnalité et à l’intimité des individus dans ses analyses et publications. Journaliste chevronné, du haut de ses 10 années d’expériences et après avoir assumé successivement les métiers de pigiste au journal *Le Démocrate*, au journal *MEDIAS+*, de directeur de publication du journal *Transparency*, de Vice–président du GEPPIC, de journaliste au journal *Le Démocrate* et de directeur de publication du journal en ligne *La Voix des Sans Voix*, de surcroît haut cadre des finances mis abusivement dans les couloirs du ministère des Finances et du budget, et 3ème personnalité du bureau politique du parti UNDP en charge de la Communication, seuls l’intéressent des faits et actes touchant à la mal gouvernance en général, et à la gestion des affaires de la cité en particulier. C’est ainsi qu’il s’est toujours illustré par la publication des articles que certains princes actuels taxent d’*«incendiaires, dérangeants et gênants»* pour eux.

C’est donc pour cette raison et ces articles qui donnent de l’insomnie à **Touadéra, Sarandji** et autres que le confrère Jean–Paul Naïba est activement recherché par le directeur de l’OCRB agissant ainsi pour faire plaisir à qui mais on le saura bientôt. Pour l’intimider, le bâillonner, le faire taire ou le faire disparaître à jamais?

En effet, s’il devait lui être reproché un quelconque délit du droit commun, un juge aurait été saisi par une plainte, et une convocation judiciaire aurait dû lui parvenir régulièrement **selon la procédure de citation directe** prévue à l’article 114 de l’Ordonnance du 22 février 2005. **«La citation doit, à peine de nullité, préciser et qualifier les faits incriminés. Elle doit indiquer le texte de loi applicable à la poursuite»,**dit la loi. J’invite le directeur de l’OCRB et ses éléments à lire et respecter les dispositions de cette loi et à les faire connaître à ceux ou celles qui les auraient missionnés, car ils ne sont pas au-dessus de la loi.

Conformément à la loi sur la liberté de la communication en RCA, il n’est nullement question de policiers devant se rendre dans les rédactions de journaux pour chercher à arrêter un journaliste. Cela est scandaleux, arbitraire, illégal. Cette méthode est de nature à faire de la RCA un « Etat voyou ». Et pourtant, l’OCRB est créé pour lutter contre les bandits comme ceux du Km5 (‘’**Force**’’ et consorts), les **Ali Darass, Al-Khatim, Nourredine Adam, Abdoulaye Hissène**, et non pour traquer les journalistes et bâillonner la presse.

**La mission de l’OCRB est de sévir contre les terroristes et non les journalistes.** Que l’OCRB débarque sur les lieux de son travail et le fait traquer jusqu’à Sica 2 par l’entremise d’un certain Pablo, un ressortissant congolais et un élément de la pègre locale. Non, il ne fait pas de doute: cette instrumentalisation de la police contre la presse ne fait et ne fera jamais bonne presse pour la RCA et surtout ses autorités actuelles.

Si l’OCRB n’a rien à faire, les journalistes peuvent l’aider à avoir l’identité des grands bandits du pays dont certains, malheureusement, sont à la solde des baobabs.

Les manœuvres d’intimidation et de bâillonnement de la presse doivent cesser. Elles constituent une entrave à la liberté de la communication en République centrafricaine et doivent non seulement être vigoureusement dénoncées mais surtout condamnées, car étant un acte de flagrante violation de la loi.

A un moment où l’exécutif et le législatif se livrent des guerres de positionnements et de jeux d’intérêts étrangers à la cause du peuple centrafricain qui veut la paix et le pain, il est grand temps que le président Touadéra, qui a été élu par ce peuple, puisse se réveiller de sa longue nuit de sommeil dogmatique afin d’y mettre un terme et d’ordonner à ce que cette cabale lancée contre notre confrère soit arrêtée et que sa vie et ses activités soient protégées, comme l’exigent d’ailleurs les dispositions des articles 11 et 12 de l’Ordonnance du 22 février 2005.

Dans le cas contraire, tous les professionnels des médias et toutes les organisations nationales, sous–régionales, régionales, continentales et internationales en charge de la défense de la liberté de la presse et de la communication n’hésiteraient pas à le prendre pour responsable de tout ce qui lui adviendrait.

Affaire à suivre.

Par ***Dimbilimbi***

***Source: MEDIAS+ N°1982 du Jeudi 04 octobre 2018***

***NDLR: Aux dernières nouvelles, Jean–Paul Naïba a été harcelé pendant plusieurs jours par un quidam (MacJo Kobadobo) répondant au numéro 75 50 02 57 qui se fait passer pour le propriétaire de la Cave de l’Unité ou qui utilise ce numéro pour tromper qui on ne sait. Mais sait-il au moins que les journalistes finissent toujours par savoir où la plus petite aiguille du monde est enfouie?***

## CENTRAFRIQUE: JOURNALISTE EN DANGER

Oct 05, 2018[Edouard YAMALET](http://lavoixdessansoix.com/author/naiba66/)[A la Une](http://lavoixdessansoix.com/category/a-la-une/), [Centrafrique](http://lavoixdessansoix.com/category/centrafrique/), [Nation](http://lavoixdessansoix.com/category/nation/)[0](http://lavoixdessansoix.com/centrafrique-journaliste-en-danger/#respond)

https://wp.me/p92w46-223



**Analyse**

**« Affaire OCRB contre Jean-Paul Naiba et le journal Le Démocrate »: L’OCRB, ses commanditaires et les ennemis de la presse se sont lourdement trompés de cible et d’adversaire**

***L’Office central de répression du banditisme (OCRB), qui faisait la fierté de tout un peuple et singulièrement des forces de défense et de sécurité du temps des célébrissimes commissaires Mazangué (†), Likoundou (†), Patchianga et du jeune Yves-Valentin Gbéyoro, pour ne citer que ceux-ci, est en train de tomber bas et de perdre son aura d’antan et son sens en se trompant de cible sinon d’adversaire, en se battant comme un beau diable pour arrêter d’une manière arbitraire et honteuse un journaliste à son lieu de travail sans aucun mandat, en violant le siège d’un organe de presse pourtant protégé par la loi, et en mettant à la trousse de «son journaliste recherché» des individus dont la place même est en prison, les gens comme les tristement célèbres Pablo et autres.***

En effet, s’il s’agit d’un délit de presse présumé commis par **Jean-Paul Naïba**, journaliste analyste au quotidien *Le Démocrate* et directeur de publication de la presse en ligne « La voix des sans voix », la procédure légale doit être respectée, au lieu de se comporter comme des hors-la-loi, ce qui déshonore souvent nos porteurs de tenue. Car nous sommes dans un Etat de droit et les journalistes ont aussi des droits, contrairement à ce que croient les ennemis de la presse et leurs commanditaires, prêts à utiliser la justice et les forces publiques pour sévir contre les journalistes et les organes de presse.

Depuis la tentative échouée d’arrestation du journaliste Naïba (photo ci-contre) à son lieu de travail (acte que nous dénonçons vigoureusement et condamnons avec la dernière énergie), la cote de popularité du commissaire **Bienvenu Zokouè**, ci-devant directeur de l’OCRB est tombée en chute libre et l’homme est carrément vomi dans le milieu de la presse et même dans certains milieux judiciaires et diplomatiques. Car se déplacer lui-même avec un bataillon de policiers antigangs pour aller arrêter un journaliste à son lieu de travail, un journaliste sans arme et qui n’a que sa plume pour écrire, alors que le wanted **« Force »** est là à côté et nargue tous les jours l’OCRB, le GIGN, la MINUSCA, les FACA et insulte même le président de la République, il y a là quelque chose de totalement illogique dans le modus vivendi et le modus operandi de l’OCRB.

Le colonel Zokouè peut-il nous dire le nom d’un seul bandit qui existerait au sein du journal *Le Démocrate* ou de tout autre organe de presse de la place, et qui ferait pire que les bandits du Km5?

       L’OCRB a-t-il été créé pour s’occuper des journalistes qui donnent des informations vraies et vérifiables, ou pour traquer et mettre hors d’état de nuire des bandits comme **« Force », Ali Darass, Al-Khatim, Abdoulaye Hissène, Nourredine Adam** et consorts?

Lorsqu’il aura réussi l’exploit d’arrêter le journaliste Jean-Paul Naïba pour se voir décerner le grade de général de police, le grand banditisme n’existera-t-il plus à Bangui et en provinces?

Le journaliste qu’il recherche est-il celui là qui empêche les policiers de l’OCRB de dormir aux côtés de leurs femmes la nuit?

 Lorsque le commissaire Louis Mazangué était nommé chef de service pour lutter contre le grand banditisme dans tout Bangui, il avait réussi, en moins d’un (1) an, à démanteler les différents réseaux des grands bandits de Bangui, Bégoua et Bimbo, et à mettre hors d’état de nuire les tristement célèbres **Bélla, Tchözö, Camille, Gondo, Petit Chinois, Tanaka,** et autres. Mais depuis deux (2) ans que Zokouè est à la tête de l’OCRB, a-t-il réussi à démanteler un seul réseau de malfrats de Bangui et à ne plus faire entendre parler d’eux? Si oui, lequel? Un seul exemple, si modeste soit-il.

La guerre que l’OCRB est en train de mener contre le journaliste indépendant Jean-Paul Naïba et, partant, contre la presse privée et indépendante de Centrafrique, n’a aucun sens et n’a aucune chance d’aboutir parce qu’ils se sont trompés d’adversaire et de cible. Elle est perdue d’avance parce que**:**

-d’abord, elle n’a aucun fondement juridique, éthique et historique. Aucun texte de loi n’autorise le directeur de l’OCRB à violer le siège d’un organe de presse pour aller « cueillir » un bandit créé de toutes pièces, pour ne pas dire imaginaire. Le directeur de publication du journal *Le Démocrate* est en mesure de déposer plainte contre M. Zokoué et l’OCRB pour violation de siège de son journal, violation de domicile privé, terrorisme, et abus de pouvoir. Car le siège d’un organe de presse n’est pas un lieu de démonstration de force des commandos de la police;

-ensuite, il y a vice de forme et de procédure dans la manière de gérer « son affaire » de délit de presse présumé. La loi est claire en la matière et ne prévoit que la procédure de citation directe (cf. Article 114 de l’Ordonnance n°05.002 du 22 février 2005 relative à la liberté de communication en République centrafricaine). Et d’ailleurs, s’agit-il réellement de délit de presse qu’on reproche à Jean-Paul Naïba? Sinon, que viennent faire des affaires de quartier dans une rédaction de journal? Aucun chef ou gradé de l’OCRB n’a le droit de transposer des affaires de quartier dans les rédactions des organes de presse. Il n’a non plus le droit de marcher sur la loi sur la liberté de la communication qui prévoit les délits de presse et la procédure de traitement judiciaire desdits délits. S’il est un bon OPJ, il doit apprendre à respecter la loi, sinon la loi le rattrapera un jour. Qu’il sache qu’en droit, la forme tient le fond en l’état. Donc si la forme est viciée au départ, il n’aura que ses yeux pour pleurer;

-on ne tue jamais la vérité;

-enfin, la question de l’opportunité de son action se pose sérieusement. Est-ce vraiment le moment d’arrêter des journalistes pour des affaires bidon, sans intérêt pour le pays, alors que la Cour pénale spéciale (CPS) et les partenaires au développement sont en train de former les journalistes pour accompagner la longue session criminelle qui s’annonce, et contribuer au rétablissement d’un climat de paix et de cohésion sociale dans le pays? Pourquoi ne va-t-il pas arrêter «Force» qui déclare depuis longtemps l’attendre là-bas, là où il sait déjà?

On le voit, le directeur de l’OCRB est en train de faire une très mauvaise publicité de son autorité de nomination, le président **Faustin Touadéra**, et on peut se demander si, à travers son comportement, il n’est pas en train de tendre une peau de banane sous les bottes ou sur les routes du président Touadéra, lui que justement les journalistes et professionnels des médias reprochent pas mal de choses par rapport à leur secteur d’activité et n’attendent qu’une occasion en or pour décocher. Eh oui !!!

Si Touadéra a le sens de responsabilité et est un bon stratège politique, il doit prendre incessamment des mesures contre ce comportement de l’OCRB digne des régimes de triste mémoire.

 Pédagogie journalistique oblige, lorsqu’on veut reprocher un grief à quelqu’un, il faudrait que le juge qui a la compétence du délit soit saisi par une plainte et une convocation judiciaire doit parvenir à la personne mise en cause au moins deux (2) jours avant la date de comparution. Cela n’est malheureusement pas le cas dans cette ***« Affaire OCRB contre le journaliste Jean-Paul Naïba »***.

Selon la procédure de citation directe prévue à l’article 114 de l’Ordonnance du 22 février 2005: ***«La citation doit, à peine de nullité, préciser et qualifier les faits incriminés. Elle doit indiquer le texte de loi applicable à la poursuite »***. La journaliste Jean-Paul Naiba n’a malheureusement reçu à ce jour une citation directe en bonne et due forme comme le prévoit la loi.

A y voir donc de près, il s’agit d’un abus d’autorité grave et un acte de terreur exercé par le directeur de l’OCRB, lequel s’est permis de débarquer au siège du journal *« Le Démocrate »* avec ses éléments (plus de 20, paraît-il, puisqu’il y en avait qui étaient positionnés à l’entrée de la concession qui abrite *Le Démocrate*) dans le but avoué de traquer et arrêter un journaliste, comme si c’était « Force » qu’on allait traquer pour livrer à la justice de notre pays.

Il convient de rappeler aux policiers, militaires et gendarmes de ce pays  **« l’inviolabilité du domicile et des lieux de travail»** qui est un sacro-saint principe. La constitution, qui est la loi fondamentale et la loi suprême du pays, stipule en son article 19 que «***Le domicile est inviolable. Il ne peut y être porté atteinte que par une décision de justice et, s’il y a péril en la demeure, par les autres autorités désignées par la loi, tenues de s’exécuter dans les formes prescrites par celle-ci».***

 A la lumière de cet article, on est obligé de dire que le premier responsable de l’OCRB et ses éléments ont violé la constitution pour faire ce qu’ils veulent.

Manque-t-il de gens qui méritent d’être traqués de force et mettre en geôle dans ce pays? C’est sous la barbe et le nez de l’OCRB qu’au Km5, le général « Force » continue de tuer et de défier les autorités du pays, y compris les forces de sécurité intérieure. Pourquoi ne pas se déporter au Km5 avec ses gardes du corps pour traquer « Force » qui se fait parler de lui toujours en mal? La situation du camp Béal qui est devenu actuellement le réceptacle des bandits de grand comme de petit chemin, n’interpelle-t-elle pas le colonel Zokoué?

La population centrafricaine se réjouirait de voir l’homme fort de l’OCRB libérer le Camp Béal, l’enclave musulmane du Km5 et autres villes occupées par les seigneurs de guerre. Hélas !

Si la direction du journal *Le Démocrate* accepte cette violation de son siège par des policiers, gradés et hauts gradés pourtant tenus de part les devoirs de leur charge de respecter les textes juridiques en vigueur, le quotidien *MEDIAS+* pour sa part ne tolérera jamais cela. Pour rien au monde ! Car nul n’est au-dessus de la loi.

***Damoclès Diriwo***

***Source: Médias Plus N°1993 du Vendredi 05 Octobre 2018***